

**Elle exige la libération des détenus du “Hirak”**

## **L’opposition dénonce la violence contre les manifestants**

Les partis politiques d’opposition, à savoir le RCD, le FFS et le PT, ont dénoncé, hier, l’usage de la violence contre des manifestants lors de la 33e mobilisation nationale des étudiants, et exigé la libération de toutes les personnes interpellées par les forces de l’ordre. “Des marches pacifiques hebdomadaires des étudiants viennent d’être réprimées brutalement par la police, notamment à Alger et à Bordj Bou Arréridj. Des dizaines d’arrestations parmi les manifestants et de nombreux blessés ont été enregistrés”, a noté dans un communiqué le RCD, ajoutant que “face à la détermination de la communauté universitaire à continuer la mobilisation jusqu’au départ du système et de ses symboles, le pouvoir recourt, une fois de plus, à la violence.

Cette escalade renseigne sur la panique du régime et son incapacité à asseoir un dialogue pouvant sortir le pays d’une crise que seul le peuple algérien peut dénouer par son choix souverain en dehors des agendas déclarés ou cachés du vice-ministre”. Le RCD, qui “dénonce l’usage de la violence contre des manifestants pacifiques et exige la libération de toutes les personnes interpellées par les forces de répression”, renouvelle son appel à la libération sans condition de tous les détenus d’opinion. Le parti appelle “à demeurer mobilisés et à intensifier et diversifier les luttes pacifiques pour l’avènement d’une transition démocratique”.

Le FFS a, quant à lui, condamné, hier, “les arrestations et les mises en détention arbitraires sans fin des animateurs du mouvement révolutionnaire pacifique qui ont pour finalité d’installer un climat de peur et de démobilisation”. “Une véritable machination politique et médiatique se met en place pour le passage en force du scrutin présidentiel prévu le 12 décembre prochain rejeté par le peuple algérien”, a dénoncé le parti dans une déclaration signée par son premier secrétaire national, Hakim Belacel.

Face à la répression qui cible les manifestants, le FFS appelle les Algériennes et les Algériens “à rester vigilants et mobilisés pacifiquement en toutes circonstances, pour déjouer toutes les tentatives de diabolisation de leurs objectifs en faveur d’un changement du système largement relayé par des voix malintentionnées dans le but de porter atteinte à la cohésion et à l’unité du pays qui sont une ligne rouge pour le FFS”, conclut le communiqué du parti.

Pour sa part, le Parti des travailleurs a fait remarquer que “la 33e mobilisation nationale des étudiants a été marquée par une répression sans précédent, à Alger, depuis le début de la révolution de février 2019”, avant de préciser que “des dizaines de manifestantes et de manifestants ont été interpellés manu militari et conduits vers plusieurs commissariats de la wilaya, et que des journalistes qui ont été empêchés de faire leur travail, ont été également violentés et embarqués à leur tour”.

“Cette escalade intervient quelques jours après une série d’arrestations arbitraires de militants politiques et associatifs lors du 33e vendredi de la révolution”, a estimé le communiqué, signé du nom du secrétariat permanent du bureau politique. Ce dernier “condamne cette répression qui traduit une volonté du pouvoir de fait d’imposer par la force son agenda électoral, rejeté par l’immense majorité du peuple”.

